



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté complémentaire visant à modifier les conditions de remise en état
de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société GRANULATS VICAT
sur le territoire des communes de Lunéville et Hériménil**

n° 2024-0236

N° AOIT 0006207759

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-607 du 19 septembre 2008, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires 2016-1492 du 27 avril 2017 et 2016-0177 du 15 décembre 2017, autorisant la société Granulats Vicat à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Lunéville et Hériménil ;

Vu la demande de modification des conditions de remise en état présentée par la société Granulats Vicat transmise le 3 juin 2021 et complétée le 20 décembre 2021 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées référencé AML/NW/1999-2021 en date du 9 mars 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/NW/1046-2024 en date du 18 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 19/07/2024 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 24 juillet 2024 ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant l'exploitation par la société Granulats Vicat sur le territoire de la commune de Lunéville/Hériménil de la carrière de matériaux alluvionnaire doivent être modifiées afin d'acter les modifications des conditions de remise en état des parcelles ZB3 et ZB5 ;

CONSIDERANT que ces modifications ont été jugées non substantielles par le courrier AML/NW/1999-2021 en date du 9 mars 2022 ;

ARRETE

Article 1 :

La société Granulats Vicat, dont le siège social est sis 4 rue Aristide Bergès – Les Trois Vallons – 38080 – l'Isle d'Abeau, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires située sur le territoire des communes de Lunéville et Hériménil sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-607 du 19 septembre 2008, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires 2016-1492 du 27 avril 2017 et 2016-0177 du 15 décembre 2017, modifiées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 :

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral 2006-607 du 19 septembre 2008, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires 2016-1492 du 27 avril 2017 et 2016-0177 du 15 décembre 2017, est complété par le paragraphe suivant :

« La remise en état des parcelles 3 et 5 de la section ZB de la commune de HERIMENIL est précisée par le **plan de réaménagement final annexé au présent arrêté**. Elle est effectuée conformément aux conditions de remise en état présentées par la société Granulats Vicat le 3 juin 2021, complétées le 20 décembre 2021 »

Article 3 :

L'article 9.1 de l'arrêté préfectoral 2006-607 du 19 septembre 2008, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires 2016-1492 du 27 avril 2017 et 2016-0177 du 15 décembre 2017, est modifié par le paragraphe suivant :

« La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. À chaque période correspond un montant maximal de garanties financières permettant la remise en état final au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état de la carrière présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant TTC des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale est de **53 341 €** pour la période restante ».

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Granulats Vicat

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Hériménil
- Monsieur le maire de Lunéville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

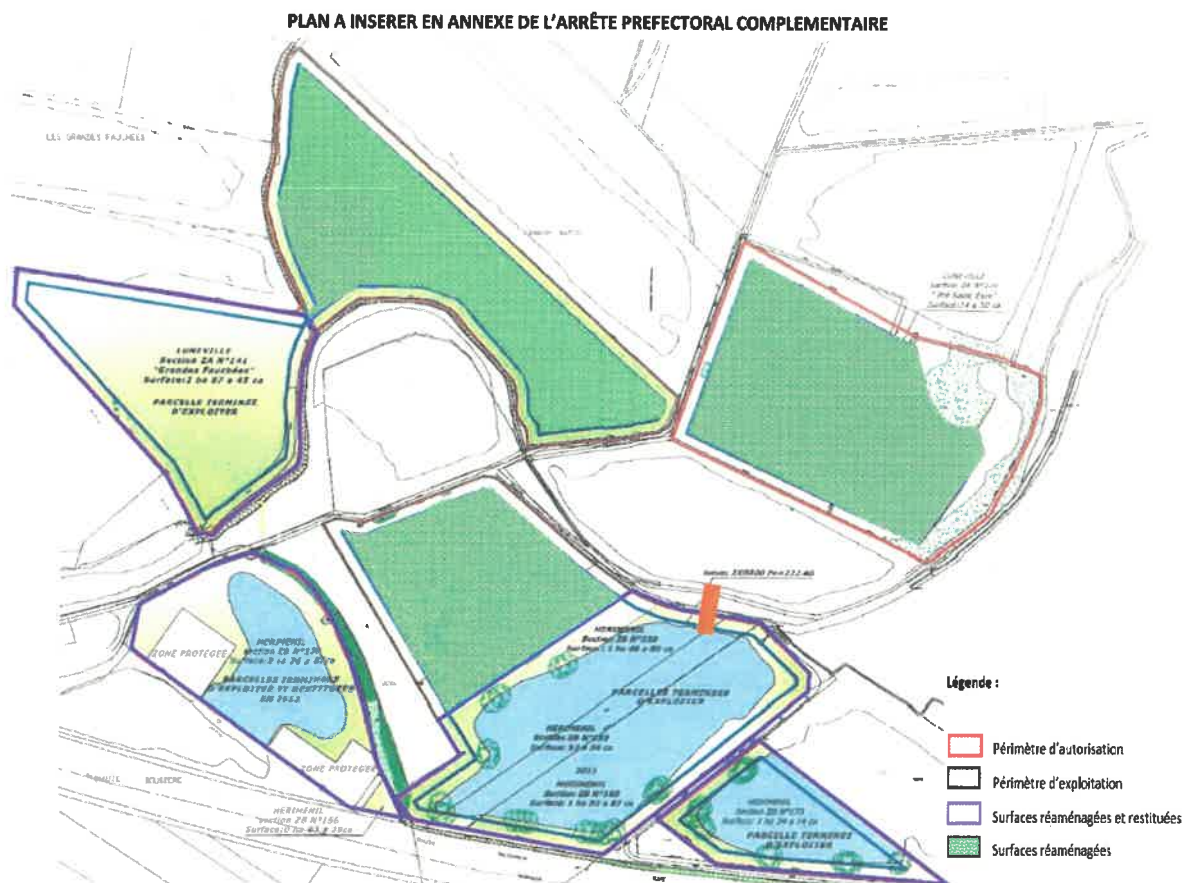
Nancy le **31 JUL. 2024**
Le Préfet,



Françoise SOULIMAN

**ANNEXE à l'arrêté complémentaire visant à modifier les conditions de remise en état
de la carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société GRANULATS VICAT
sur le territoire des communes de Lunéville et Hériménil**

Plan de réaménagement final



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le, **31 JUL. 2024**

Le préfet

Fr. SOULMAN

Fr. SOULMAN
François SOULMAN